

# L'ultra-libéralisme n'a pas de plan B

*La Marseillaise*, samedi 11 juin 2005

Entretien avec Michel Husson

macroéconomiste, membre de la Fondation Copernic

## ***Michel Husson le modèle social français est-il en panne et pourquoi ?***

Le modèle social français est en panne parce qu'on lui a bloqué tous les moyens de fonctionner. Il y a une répartition des revenus qui est défavorable à l'emploi, aux budgets sociaux, à la protection sociale ... puisque les réformes ont bloqué les ressources. En réalité on a tout fait pour que le modèle français soit en panne en bloquant les salaires, la progression des cotisations alors que les dépenses augmentent. Et maintenant on dit qu'on ne peut plus fonctionner ainsi. Au fond on a déjà employé cette méthode avec les services publics à qui l'on n'a pas donné les moyens de fonctionnement pour ensuite constater que « ça fonctionne mieux dans le privé ». C'est cette même tactique libérale qui est employée aujourd'hui pour passer à un autre modèle.



## ***Nicolas Sarkozy dit qu'il faut passer à un autre modèle mais pas Villepin. Est-ce à dire qu'il y a débat chez les libéraux ?***

C'est en fait deux présentations rhétoriques de la même idée qui consiste à empêcher ce modèle de fonctionner et à le transformer plus ou moins brutalement. Prenons l'exemple de la sécurité sociale : si vous dites « on n'augmente plus jamais les cotisations », puisque c'est le principe

contenu dans la réforme, vous créez effectivement une crise de financement puisque les besoins augmentent et vous forcez à passer à un autre système, marchandisé en l'occurrence, avec recours aux assurances privées pour la maladie comme pour la retraite. C'est un dispositif de corrosion du modèle existant.

## ***En quoi le modèle danois dont on parle beaucoup depuis quelque temps serait-il plus performant ?***

Tout repose sur une erreur, très volontaire, qui confond le chômage et l'emploi. Le Danemark a créé moins d'emploi que la France sur la dernière décennie. Les chiffres sont de 10 % pour la France et 5 % pour le Danemark. Et pourtant le chômage danois qui était en proportion équivalent au taux français est passé à 5 %. Ce qui s'est passé, c'est une forme de traitement social du chômage. Au Danemark, il y a un nombre considérable de gens qui sont qui n'ont pas d'emplois mais qui ne sont pas non plus comptabilisés comme chômeurs parce qu'ils sont dans des stages, ou en préretraite, etc. Dans ce cas-là comme dans le cas des Pays-Bas où il y a 12 % de la population active qui est considérée comme invalide - c'est un chiffre énorme - on fait sortir les gens de la catégorie chômeurs et donc on fait baisser les chiffres, mais ce traitement statistique ne correspond pas à une vitalité plus grande de l'emploi. Si l'on regarde le

Royaume-Uni, qui a bénéficié d'une croissance plus forte, il a créé autant d'emplois que la France. Et son taux de chômage a baissé exactement pour les mêmes raisons que les pays nordiques en sortant les gens sans travail de la population active.

***Comment est-ce possible ?***

C'est la conséquence de leur politique à l'égard des chômeurs. Au bout d'un moment il y a toute une catégorie de gens n'ont plus aucun intérêt, plus aucune incitation à se déclarer comme chômeur et qui sortent ainsi du marché du travail, du moins officiel.

***Peut-on dire que les mesures incluses dans le « plan d'urgence » de Dominique de Villepin sont inspirées de ces modèles sociaux ?***

Plus ou moins dans la mesure où le modèle danois c'est la flex-sécurité et que le Premier ministre n'a retenu que la première moitié, c'est-à-dire la flexibilité. Mais la contrepartie au Danemark, c'est que les chômeurs recensés ont un statut largement supérieur à ce qui existe en France. Et d'ailleurs, je trouve que l'une des mesures les plus graves dans le plan qu'on vient de nous annoncer, c'est l'appel à la rigueur des prétendus faux chômeurs.

***En quoi cette mesure vous paraît-elle plus grave que les autres ?***

Cela va leur servir à « nettoyer » les dossiers Assedic et à en faire sortir une certaine proportion de gens. Mais surtout, sur le fond, dans la mesure proposant mille euros à quelqu'un qui reprend un emploi, le postulat c'est que si les gens sont au chômage c'est qu'ils le veulent bien, d'une certaine manière, et qu'ils manquent d'incitation à retrouver un emploi. D'abord c'est insultant pour les millions de chômeurs, qui ne choisissent pas de l'être. En plus c'est une analyse qui est parfaitement fautive. Ils n'ont retenu que le côté discriminatoire vis-à-vis des chômeurs et pas du tout les côtés positifs comme la revalorisation des minima sociaux les allocations chômage ni d'assurer une continuité de rémunération, donc une vraie sécurité aux personnes privées d'emploi.

***N'a-t-on pas trop vite occulté qu'en matière d'emploi, les politiques qui ont le mieux marché sont celles qui ont soutenu le pouvoir d'achat ?***

L'une des particularités française et qui illustre bien ce qui empêche de faire fonctionner le modèle social, c'est que nous sommes l'un des pays où le pouvoir d'achat des salaires est pratiquement plat depuis une dizaine d'années. Le paradoxe, c'est qu'au Royaume-Uni, pays libéral s'il en est, la part des salaires est toujours restée constante et que donc les salaires y progressent d'environ 2 % par an depuis 10 ans. Comme quoi nos libéraux ne prennent dans les modèles que ce qui les intéresse. A contrario, dans le système allemand de blocage des salaires, on a abouti à une économie à deux vitesses. Les exportations, marchent plutôt bien, mais le marché intérieur est complètement plat. Et ce que l'on gagne d'un côté, est complètement effacé par ce qu'on perd sur le marché intérieur. D'où un chômage très important.

***Le soutien du pouvoir d'achat et l'augmentation des salaires vous paraît être la première mesure si l'on veut créer de l'emploi en France ?***

C'est une des mesures principales, et c'est la plus rapide à mettre en œuvre. Le seul argument contre, avancé par les libéraux, c'est la compétitivité. Alors ce qu'on pourrait envisager, c'est une autre répartition des revenus, à savoir qu'on augmente les salaires et qu'on paie moins de dividendes et ça pourrait résoudre le problème de

compétitivité, s'il existe. Vous savez de nombreux économistes aujourd'hui, et venus de tous horizons, sont effarés par les profits qu'engrangent les grands groupes. Jusqu'à un certain point, ceux-ci ne savent pas qu'en faire donc, ils redistribuent des dividendes qui ne sont pratiquement pas consommés et qui ne vont pas à l'emploi. Si on modifiait la répartition de la richesse produite, avec plus de salaires et moins de dividendes, ça ne changerait potentiellement rien à la compétitivité des entreprises, mais ça changerait complètement le potentiel en emploi. On ne peut pas favoriser l'emploi en conservant la même répartition des revenus et la dégradation de cette répartition au détriment des salariés a eu comme contrepartie la montée du chômage.

***La proposition de Dominique de Villepin, c'est au contraire d'aller vers plus de participation, non ?***

Oui, mais on ne peut pas dire que ce soit vraiment nouveau...

***Y a-t-il beaucoup de nouveauté dans ce plan, justement ?***

La plupart des mesures étaient déjà dans le plan Borloo. Il y a une grande nouveauté, c'est le contrat nouvelle embauche qui est un levier de précarisation absolu. Ça conforte l'analyse que nous faisons à la fondation Copernic. Après avoir attaqué les salaires directs, puis la protection sociale, leur cible désormais c'est le code du travail. Tous les rapports publiés ces derniers mois tournaient tous autour de l'idée de nouveaux contrats allégés. Le problème, c'est qu'ils ont du mal à attaquer de front, mais cette mesure-là est un premier pas. La secrétaire d'Etat au commerce extérieur a commis une bourde en disant tout haut ce qu'ils pensent tout bas : « le code du travail est un frein à l'embauche ». Certes, elle s'est fait taper sur les doigts, mais elle révèle cette phase libérale à laquelle ils souhaitent passer.

***C'est la politique du cheval de Troie ?***

Il s'agit de mesures partielles, mais qui déstabilisent l'ensemble du statut de salarié. Comme ils n'ont pas la force d'attaquer frontalement, la tactique, et dans tous les domaines, c'est de déstabiliser le modèle social pour le grignoter petit à petit.

***A quoi peut aboutir cette espèce de surdité caractérisée qui ne leur fait tenir compte d'aucun des messages qui leur sont envoyés ?***

On a effectivement l'impression d'une espèce de monomanie, de radicalité, pour en obtenir toujours plus. Il y a effectivement une incapacité assez inquiétante à moduler, à entendre ce qui est dit. En réalité, ils n'ont pas de plan B à l'ultra-libéralisme. Tout cela ne peut engendrer qu'un gigantesque ras-le-bol. C'est vrai qu'ils ont reçu énormément de messages d'élections en mouvements sociaux et que leur incapacité à les prendre en compte ne peut qu'engendrer l'idée qu'il faut en envoyer un plus fort. Et l'on peut se demander si Dominique de Villepin aura droit à une période d'essai aussi longue que celle prévue dans son contrat de nouvelle embauche.

**Entretien Michel Allione**

**Michel Husson est l'auteur de *Les casseurs de l'Etat social*, Ed. La découverte, 2003.**